

L'immigration à l'ère de la crise systémique du capitalisme néolibéral

Frontière ouverte ou refoulement des personnes réfugiées et immigrantes

Ce texte est imparfaitement féminisé en utilisant des termes génériques ou en utilisant indifféremment le féminin ou le masculin. L'accord, le cas échéant, se fait avec le terme le plus proche. Malgré la pétrification aristocratique de la langue française par l'Académie française, ce texte se refuse à la massacrer par l'utilisation de fausses majuscules et de faux traits d'union.

Au Québec, la CAQ passe en deuxième vitesse dans son offensive identitaire misant sur l'insécurité générée par la crise de la globalisation néolibérale. D'abord, le parti de la majorité parlementaire et le plus à droite de ceux siégeant au parlement du Québec stigmatise les femmes voilées sous prétexte de laïcisation jusqu'au-boutiste confinant à l'islamophobie ou même de féminisme à contresens plus proche du sexisme. Cette attaque vise à diviser le peuple travailleur, plus préoccupé de crise climatique et des ravages de l'austérité, afin d'affaiblir la riposte prévisible d'un énième Front commun qui devrait s'ébranler l'automne prochain pour marquer la québécoise année 2020. Ce serait d'autant plus le cas si le prolétariat organisé et politisé faisait valoir le prochain Front commun non seulement comme un enjeu de convention collective et de justice sociale mais aussi de luttes féministe et écologiste¹. Un gros travail de réflexion et d'élaboration reste à faire pour ces deux derniers aspects surtout le dernier pourtant évident quand on pense en dehors des sentiers battus du cadre de l'économie de marché dans lequel s'est laissé coincer Québec solidaire avec son Plan de transition à la mode capitalisme vert.

Une politique de sélection pro-patronale qui fait l'unanimité à part certaines modalités non essentielles

Après s'en être pris aux gens racisés vivant au Québec, la CAQ en rajoute en barrant la route à ceux et celles qui voudraient s'y établir. À contrario, un flot d'immigration déferle sur le monde aiguillonné par les ravages de l'impérialisme et de ses acolytes locaux à coups d'austérité imposée par le FMI, de leurs rivalités guerrières et des catastrophes climatiques induites par l'accumulation capitaliste. Pour ce faire, le gouvernement caquiste bénéficie de la connivence de l'hypocrite gouvernement fédéral qui enlise dans les procédures le processus d'acceptation des réfugiées pour les décourager de franchir « illégalement » la frontière et qui élargit l'accueil de travailleurs temporaires dépendant d'un seul employeur et sans possibilité de résidence permanente.

Tout en réduisant de 20% la capacité d'accueil du Québec, sans égard aux dizaines de milliers de demandes en attente souvent depuis des années, legs des gouvernements précédents, la CAQ veut les éliminer d'un trait de plume en faveur d'une nouvelle politique strictement axée sur les priorités patronales. Pour retourner le fer dans la plaie, il faudrait que les quelques heureuses candidatures acceptées à la résidence permanente renoncent pour un temps à leur droit de circulation sans compter qu'elles réussissent à terme un test des « valeurs » et de langue pour accéder à la citoyenneté, ce que refuse pour l'instant Ottawa afin de faire parade.

Les partis d'opposition avalent sans mot dire la réforme de la politique de sélection proprement dite basée sur une « déclaration d'intérêt ». Mais Libéraux, mollement, et Solidaires, plus fermement, s'opposent aux restrictions au statut de résidence permanente². En ce qui concerne la mise au rancart des dossiers en cours, le PQ voudrait qu'on fasse exception pour les demandes francophones résidant déjà au Québec. Le duo Libéraux-Solidaires, déjà opposé à la baisse de 20%, exige qu'on traite plus rapidement l'ensemble des demandes en embauchant des fonctionnaires supplémentaires payés par l'épargne du remboursement évité des frais de traitement de dossier. Quant à la nouvelle politique caquiste de sélection pro-patronale de l'immigration... elle passe comme lettre à la poste y compris pour les Solidaires.

La fausse excuse de l'anti-impérialisme pour récuser la seule humaniste frontière ouverte

Mais quelle serait une politique alternative de gauche ? Un généreux seuil d'immigration, disons 1% de la population, une priorité donnée aux réfugiés et aux réunions familiales et un processus d'intégration soutenu par un budget adéquat ? Il faudrait quand même faire une sélection. Dans une situation idéale, disons les belles

1 Marc Bonhomme, [Québec 2019 : du voile au Front commun en passant par la lutte écologique](#), Le Québécois, 27/01/19

2 Jocelyne Richer – Presse candienne, [Tests de valeurs et de français: Québec va revoir la sélection des immigrants](#), Métro-Montréal, 7/02/19

années des trente glorieuses (1945-1975), une telle politique n'aurait peut-être pas été inhumaine puisque on peut faire l'hypothèse fort jovialiste que les exclus n'auraient connu que la frustration de rester dans leurs pays subissant une existence au pire difficile mais supportable. Par contre, le refoulement des réfugiés d'aujourd'hui suppose mur, emprisonnement, renvoi, statut sans papier, au mieux la précarité sans droit de résidence permanente.

Cette vie sans liberté, au mieux avec une liberté sous surveillance et dans la peur, va à l'encontre de tout humanisme. Le seul échappatoire possible consiste en une politique de frontières ouvertes. La grande objection économiste surgit immédiatement, y compris à gauche avec sa parade de chacune doit combattre l'ennemi chez soi au lieu de se réfugier chez l'autre quitte à ce que les mieux nantis donnent un coup de main aux plus faibles :

Lorsque les étrangers émigrent dans un autre pays, ils accroissent la concurrence avec les travailleurs originaires du pays sur le marché du travail, ce qui réduit les conditions pour tous. La mondialisation a créé une situation où, fuyant la pauvreté chez eux, les migrants inondent les économies les plus avancées. Le résultat est une aubaine pour les entreprises, le bienfaiteur secret, peut-être même le marionnettiste, de l'immigration clandestine. [...] Dans l'esprit des polémistes anti-immigrés de «gauche», puisque la concurrence fait baisser les salaires, la gauche devrait accepter la nécessité d'imposer davantage de restrictions à l'immigration tout en s'attaquant «à ses causes profondes» - la financiarisation de l'économie mondiale. Pour empêcher l'émigration, chaque pays devrait adopter un «développement dirigé par l'État» menant finalement à un État social social-démocrate robuste.³

Les promoteurs de gauche de cette stratégie de chacun pour soi – pendant que les réfugiés de ce monde endurent les pires ignominies – s'en réfèrent même à Marx :

En raison de la concentration toujours plus grande des exploitations agricoles, l'Irlande fournit sans cesse un excédent de main-d'œuvre au marché du travail anglais et exerce, de la sorte, une pression sur les salaires dans le sens d'une dégradation des conditions matérielles et intellectuelles de la classe ouvrière anglaise. Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. [...] Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente.⁴

Les rapports de classe inter-nationaux change tout, jusqu'à la stratégie de la révolution

C'est là une description qui ne recèle aucune prescription. Elle s'applique, à géométrie variable, à l'islamophobie occidentale, au *Quebec bashing* canadien-anglais et au racisme anti-autochtone et anti-noir du terroir. Cette division identitaire qui soude les ennemis de classe contre sa classe de l'autre nation ou nationalité a toujours été l'arme de prédilection, avec le sexisme, de la bourgeoisie. Déjà, à son époque, à partir du cas irlandais Marx avait décortiqué les mécanismes économique et démographique de ce que plus tard on allait appeler l'impérialisme :

[En Irlande,] l'absorption des petites fermes par les grandes et la conversion de terres arables en pâturages permettaient de convertir en produit net une plus grande partie du produit brut. Le produit net grandissait, quoique le produit brut, dont il forme une fraction, diminuât. [...] Il y a [en 1866] relativement la même surabondance de bras qu'avant 1846, le salaire réel est aussi bas, le travail plus exténuant et la misère des campagnes conduit derechef le pays à une nouvelle crise. La raison en est simple. La révolution agricole a marché du même pas que l'émigration. L'excès relatif de population s'est produit plus vite que sa diminution absolue.⁵

L'Irlande est la citadelle de l'aristocratie foncière anglaise. [...] En ce qui concerne la bourgeoisie anglaise, elle a d'abord un intérêt en commun avec l'aristocratie anglaise : transformer l'Irlande en un simple pâturage fournissant au marché anglais de la viande et de la laine au prix le plus bas possible. Elle a le même intérêt à réduire la population irlandaise -- soit en l'expropriant, soit en l'obligeant à s'expatrier -- à un nombre si petit que le capital fermier anglais puisse fonctionner en toute sécurité dans ce pays. [...] Il ne faut pas négliger non plus les 6 à 10 000

3 Cyril Ryzak, [The Left Case for Open Borders – An answer to Angela Nagle's essay Nagle against the cause of immigrant rights](#), Solidarity (USA) par ESSF, 4/02/19, ma traduction

4 L'archive Internet des marxistes, Marx-Engels, correspondance, [À S. Mayer et A. Vogt](#) – Sur l'Internationale, l'Irlande, 9/04/1870

5 Karl Marx, Le Capital - Livre premier, Le développement de la production capitaliste, VII^e section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste, V. - Illustration de la loi générale de l'accumulation capitaliste, f) Irlande

livres sterling qui s'écoulent chaque année vers Londres comme rentes des propriétaires qui n'habitent pas leurs terres, ou comme autres revenus irlandais.⁶

À ces avantages commerciaux et financiers, restés bien contemporains, s'ajoutent dans la métropole, comme cité plus haut, celui économique de la sur-exploitation et celui politique de la division de classe. Cette prise en compte des rapports de classe inter-nationaux impacte drastiquement la stratégie de la révolution selon Marx :

...si demain l'armée et la police anglaises se retiraient d'Irlande, nous aurions immédiatement une révolution agraire en Irlande. Le renversement de l'aristocratie anglaise en Irlande aurait pour conséquence nécessaire son renversement en Angleterre, de sorte que nous aurions les conditions préalables à une révolution prolétarienne en Angleterre. [...] ...j'en suis venu à la conclusion que le coup décisif contre les classes dominantes anglaises (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier du monde entier) ne peut pas être porté en Angleterre, mais seulement en Irlande [mis en évidence dans le texte original]

Une politique d'immigration social-démocrate ne saurait éviter l'anti-humaniste refoulement

Il serait contradictoire d'en déduire qu'il faille refouler de chez nous nos camarades de classe tout en leur disant qu'on va les soutenir pour faire la révolution chez eux. Qu'elles viennent chez nous, que ce soit pour des raisons économiques ou politiques, la solidarité de classe doit être au poste de commande tant pour les appuyer dans leurs tâches de soutien vis-à-vis les leurs chez eux que pour ensemble combattre la bourgeoisie de chez nous. Cette logique vaut bien sûr pour l'ensemble de la lutte sociale tous secteurs et modalités confondues. Elle vaut aussi pour les divisions ethniques au sein du prolétariat national. La très modérée AFL-CIO étasunienne a finalement compris en l'an 2000 qu'il fallait combattre l'exploitation et non l'immigration :

La loi de 1986 sur la réforme et le contrôle de l'immigration (IRCA) a pour la première fois imposé des amendes aux employeurs qui embauchent des travailleurs non autorisés. Selon les partisans de la loi, ces « sanctions de la part des employeurs » réduiraient l'immigration non autorisée en empêchant les immigrants d'accéder aux emplois aux États-Unis. En réalité, les sanctions ont simplement fourni un autre outil pour la surexploitation des travailleurs sans papiers. [...] Répondant au sentiment anti-immigrant dans ses syndicats membres, l'AFL-CIO a soutenu cette mesure anti-syndicale dans la période qui a précédé l'IRCA. Ce n'est qu'en 2000 que la fédération du travail a finalement renoncé aux sanctions de l'employeur et s'est prononcée en faveur de la légalisation des travailleurs non autorisés.⁷

Si l'on prend comme balise les positions de la CSN, le syndicalisme québécois, tout en reconnaissant que « *la discrimination systémique existe bel et bien au Québec* », admet qu'une immigration sélective est nécessaire bien qu'elle doive être « *juste, équitable et exempte de discrimination* »... mais avant tout être basée sur les besoins du marché du travail et non sur la réunion familiale et l'accueil des personnes réfugiées. Quant à la baisse du seuil d'immigration de 20%, la CSN tergiverse pendant que la FTQ s'y oppose pour les mêmes raisons de pénurie de main d'œuvre pour cause de conjoncture économique et de vieillissement de la population invoquées par le Conseil du patronat.⁸

Si le pire est évité, on est très loin d'une politique internationaliste de frontières ouvertes. La gauche politique et sociale s'aligne sur une politique concertationniste d'insertion concurrentielle de Québec Inc. dans le marché mondial et non sur une humaniste politique d'accueil en temps de crise globale du système. Elle peine à s'élever au niveau social-démocrate de la reconnaissance de l'immigration comme non seulement des bouches à nourrir et des corps à loger mais aussi des cerveaux qui pensent et des bras qui exécutent, plus généralement des apports culturels et scientifiques qui vivifient le terreau national en voie d'épuisement créatif. Encore faut-il que l'immigration ne soit pas victime de racisme et de xénophobie, ce qui accroît le ratio coût d'intégration/bénéfice permanent... mais facilite la division du prolétariat souhaitée par le patronat surtout si cette division est institutionnalisée dans une hiérarchie de statuts.

Le socialisme de plein emploi écologique rend plausible et nécessaire la politique de frontières ouvertes

L'optimiste réformisme de la conception social-démocrate de l'immigration vient vite se fracasser sur le mur du cycle économique quand resurgit la crise. Entre-temps, il s'enlise dans la croissante inégalité néolibérale incitant à la recherche de boucs émissaires sur fond d'une aliénation d'une force de travail coupée du contrôle de ses

6 L'archive Internet des marxistes, Marx-Engels, correspondance, [À S. Mayer et A. Vogt](#) – Sur l'Internationale, l'Irlande, 9/04/1870

7 David L. Wilson, [Marx on Immigration](#), Monthly Review, 1/02/17, ma traduction

8 CSN, [Immigration](#), divers documents, visité le 15/02/19 et Gilbert Leduc, [Pénurie de main-d'œuvre: au-delà de l'immigration](#), Le Soleil, 15/02/19

moyens de production. La démocratique lutte contre la discrimination en emploi et dans le logement peut raboter ces contradictions mais non en éradiquer la source capitaliste. L'humaniste pleine ouverture des frontières crie au secours de l'anticapitalisme. Celui ajusté à la réalité du XXI^{ie} siècle offre la perspective du socialisme de plein emploi écologique avec ses révolutions combinées de la bio-agriculture pénétrant le tissu urbain, de la bio-foresterie assurant la reforestation, du réaménagement urbain rejetant le véhicule privé à essence ou électrique et son étalement urbain à l'infini, de la priorité du transport actif et en commun pour une trame urbaine axée sur les rapports sociaux, de l'économie-efficacité énergétique et des énergies douces, et de la grande oubliée d'un réinvestissement anti-austérité dans les services publics minimisant de facto l'énergie non-humaine et enrichissant les liens sociaux anti-consuméristes. Cette révolution anticapitaliste du « prendre soin », de la terre-mère comme des gens, autant écologiste que féministe vise à optimiser non pas le PIB, qui demeure une contrainte non un but, mais le bien-être du minimisé travail socialement nécessaire et écologiquement responsable et du maximisé temps libre de l'épanouissement personnel artistique, scientifique et relationnel.

C'est le socialisme du plein emploi écologique qui rend plausible, réaliste et même nécessaire la politique de frontières ouvertes tellement les tâches se ventilent nombreuses pour une population vieillissante, le pire cas parmi les grandes provinces canadiennes. Dotée de connaissances et d'un savoir-faire propres aux pays du vieil impérialisme, cette population serait en mesure d'encadrer ici une portion de la jeunesse instruite mais désœuvrée des pays dépendants. Ensuite, étant donné une politique anti-impérialiste de paix et de solidarité internationale, cette immigration formée et expérimentée serait en mesure et incitée à revenir au bercail pour l'écologique reconstruction nationale des pays dépendants. Ce type d'échange a déjà lieu entre les ÉU et la Chine mais dans un cadre de rivalité capitaliste-impérialiste débouchant sur une grandissante instabilité.

Inutile de dire que cette orientation n'est pas celle de la gauche politique québécoise telle qu'incarnée par Québec solidaire. Celui-ci a dévié dans le cul-de-sac du capitalisme vert⁹ ce qui le rend frileux en ce qui concerne sa politique d'immigration plus moraliste qu'audacieuse. Il en résulte que faute d'un pilier socio-économique anticapitaliste à son projet de société, son pilier politico-constitutionnel d'assemblée constituante indépendantiste tourne à vide pour finalement être sous-traité à son collectif Option nationale. Celui-ci le réduit à une affaire de nationalisme extractiviste. Il y a là du pain sur la planche pour les anticapitalistes qui n'ont pas perdu leur flair stratégique.

Marc Bonhomme, 17 février 2019,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

9 Marc Bonhomme, [En débat : Analyse du « Plan de transition économique » de Québec solidaire](#), ESSF, 22/11/18